

» PRESSE NATIONALE

Politique ↻



CONFÉRENCE DE PROGRAMMATION DES EFFECTIFS DE LA FONCTION PUBLIQUE/ ANNE OULOTO : "NOTRE SYSTÈME DE RECRUTEMENT SERA DE PLUS EN PLUS RIGOUREUX"

Le Ministère d'État, Ministère de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration tient, depuis le mardi 19 mars 2024, sa traditionnelle conférence de programmation des effectifs. Hier, mercredi 20 mars 2024, au deuxième jour des travaux, les différentes commissions ont reçu la visite de la ministre d'État, ministre de la Fonction publique, Anne Désirée Ouloto. Dans chacune des cinq commissions, la ministre d'État a réaffirmé l'importance de la conférence des effectifs. Elle a exhorté les directeurs des ressources humaines (DRH) des différents Ministères à s'adonner à l'exercice avec sérieux et professionnalisme. "Il faut comprendre que notre système de recrutement sera de plus en plus rigoureux", a martelé Anne Ouloto.

Economie ↻



DEPUIS LA FRANCE : ALASSANE OUATTARA SALUE LA RECONDUCTION DE KRISTALINA GEORGIEVA AU POSTE DE DG DU FMI

La Bulgare Kristalina Georgieva a été reconduite au poste de directeur général du Fonds monétaire international (FMI). Le Président de la République, Alassane Ouattara, en séjour privé en France, depuis vendredi 15 mars dernier, et par ailleurs ex-directeur général adjoint (DGA) de l'institution de Bretton Woods, réagit au maintien de Madame Georgieva à son poste. "J'ai été informé de la nomination de Mme Kristalina Georgieva au poste de directrice générale du FMI pour un second mandat. Je soutiens pleinement une telle nomination. Au cours des dernières années, Mme Georgieva a apporté une contribution considérable à la stabilité financière internationale", a indiqué le Chef de l'État via son compte officiel sur le Meta.



POUR ATTEINDRE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : BERNARD KINI COMOÉ (MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE) DIT TOUT SUR LES AGROPOLES

Le directeur général de la Planification des Statistiques et des Projets au Ministère de l'État, Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Bernard Kini Comoé, était l'invité de la tribune hebdomadaire du CICG intitulée "Tout savoir sur", qui s'est tenue, mardi 19 mars 2024, au 20^e étage de l'immeuble Sciam, à Abidjan-Plateau. L'invité du jour s'est prononcé sur les agropoles, qui sont une approche basée sur les zones agroéconomiques axées sur les piliers prioritaires à l'agriculture. C'est donc un programme mis en œuvre par le Gouvernement afin d'accompagner les acteurs du secteur agricole à la production, au renforcement de leurs capacités, mais également de leur permettre d'avoir accès au financement pour le développement de leurs productions. Il en existe 9 en Côte d'Ivoire.

En plus des deux Projets de pôle agro-industriel (agropoles) opérationnels, à savoir l'agropole du Bélier et l'agropole nord, sur les neuf prévus sur l'ensemble du territoire national, le projet de l'agropole Nord-Est sera finalisé cette année, et deux autres, Nord-Ouest et Daloa (Centre-Ouest), vont faire l'objet d'études à partir de 2025. Le directeur général de la Planification des statistiques et des projets au Ministère d'État, Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Comoé Kini Bernard, en a fait l'annonce, le mardi 19 mars 2024, à Abidjan-Plateau, à la tribune d'échange hebdomadaire du CIGC "Tout savoir sur". (Source : CIGC)

DÉCONGESTION DU PORT D'ABIDJAN : LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET L'USTDA-NTELX SIGNENT UN CONTRAT

Le ministre des Transports, Amadou Koné, et l'Agence américaine du Commerce et de Développement (USTDA) ont signé, mardi 19 mars 2023, au cabinet du ministre, à Abidjan, un contrat de consultance qui sera exécuté par une structure américaine dénommée NTELX. Par cet accord, le collaborateur du Premier Ministre, ministre des Sports et du Cadre de vie, Robert Beugré Mambé, veut donner un coup d'accélérateur au processus de décongestion du Port autonome d'Abidjan (PAA). La signature dudit contrat marque ainsi l'aboutissement de la première phase du projet de financement, de construction, d'exploitation et de maintenance d'un centre logistique pour le stationnement des camions dans le cadre d'un Partenariat public-privé (PPP).

Société **LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LA CACAOCULTURE : LA CÔTE D'IVOIRE PARTICIPE À UNE IMPORTANTE RÉUNION À GENÈVE POUR LE RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE PHÉNOMÈNE**

La Côte d'Ivoire, le Ghana, les États-Unis d'Amérique, ainsi que l'industrie du cacao et du chocolat veulent renforcer le cadre de la lutte contre le travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement du cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana. C'est l'information majeure qui ressort du compte-rendu de mission de la délégation ivoirienne qui a pris part, du 10 au 16 mars 2024 à la réunion 2024 du Groupe de Coordination des actions de lutte contre le travail des enfants dans la cacaoculture (CLCCG), à Genève en Suisse. La délégation ivoirienne, lors de cette réunion, a été conduite par Sylvie Patricia Yao, directrice de Cabinet de la Première Dame, Dominique Ouattara et secrétaire exécutive du Comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (CNS).

ASSAINISSEMENT : LES ALENTOURS DU CANAL D'ANOUMABO DÉGAGÉS

Une opération pour assainir le canal d'Anoumabo. Depuis le lundi 18 mars dernier, les alentours de cet ouvrage sont déguerpis, à l'initiative du Ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique, en collaboration avec celui de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité, le district autonome d'Abidjan et les mairies de Marcory et Koumassi. Cette action concerne les emprises situées à 25 mètres à gauche et à droite du canal qui part de Marcory Anoumabo à la lagune Ébrié en passant par Koumassi. "Cette zone n'était plus un canal d'assainissement bénéfique à la santé publique, mais plutôt un nid d'odeurs nauséabondes sources de maladies et d'insalubrité. Il faut qu'on l'assainisse afin que tout le monde y gagne en termes de cadre de vie sain", a expliqué le ministre Jacques Assahoré.

Depuis deux ans que l'établissement a changé de dénomination sous l'ère du ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, Me Adama Kamara, l'Institut national supérieur de formation sociale (INSFS) poursuit son développement. Et son directeur général (DG), Traoré Adama, veut "faire de la protection sociale la 3e religion de notre pays après les religions révélées et la paix". Il l'a fait savoir au cours d'une visite effectuée par Me Adama Kamara, le mercredi 20 mars 2024, au sein dudit Institut à Abidjan-Cocody. A l'occasion, Traoré Adama a indiqué que l'INSFS a maintenant les atouts pour former des cadres sociaux de hauts niveaux qui impacteront positivement de leurs analyses et réflexions, toutes les politiques sociales. Le ministre Adama Kamara a par ailleurs invité les étudiants de l'établissement à payer mensuellement leurs cotisations de la CMU.



EXTENSION DE LA CMU : DOUZE CENTRES D'ENRÔLEMENT ET DE PRODUCTION IN SITU INSTALLÉES

Le Gouvernement ivoirien, à travers la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), veut relever le défi de l'enrôlement à la Couverture maladie universelle (CMU). Pour cela, en plus de ses 130 sites d'enrôlement traditionnels installés partout en Côte d'Ivoire, la CNAM est en train, petit à petit, de déployer son nouveau système d'enrôlement appelé "Centres d'enrôlement et de production In situ". Un système qui permet l'enrôlement des populations "sur place". Ainsi, après l'ouverture des centres d'enrôlement de Bingerville, Adjamé, Cocody, Marcory, Daloa, Yopougon, Tafiré, Ferkessedougou, Adzopé, Odienné et Bouaké, c'est la ville de Korhogo qui a ouvert, le vendredi 15 mars dernier, son centre en présence de Me Adama Kamara, ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, portant ainsi à douze (12) le nombre de centres de production in situ.



METFPA / BRANCHE PROFESSIONNELLE : LE CPP ANALYSE LES RAPPORTS DES ÉTUDES SECTORIELLES

La première réunion statutaire du Comité paritaire de pilotage du partenariat (CPP) du Ministère de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage (METFPA), s'est tenue, le mardi 19 mars 2024, au Lycée technique d'Abidjan. Celle-ci était présidée par Sangaré Moustapha directeur de Cabinet du ministre, Koffi N'guessan, et avait pour objet la présentation des principaux résultats des études sectorielles des besoins en compétences portant, entre autres, sur les branches Agro-industrie (AI), Tourisme, Hôtellerie, Restauration (THR), Commerce. Le Comité a également analysé le rapport de l'atelier d'évaluation et de restructuration de l'organisation des branches professionnelles.



LUTTE CONTRE LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE : WATABOUNA OUATTARA DÉCLINE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, chargé de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, Watabouna Ouattara, a levé un coin du voile sur la politique de lutte contre la migration irrégulière du Gouvernement ivoirien. "Le Gouvernement a pris la décision de rapatrier ses compatriotes candidats à retourner volontairement dans leur pays et de les aider à être pris en charge une fois de retour en leur apportant une aide médicale, psychologique, financière pour leur permettre de rejoindre leurs familles respectives et commencer une activité génératrice de revenu", a déclaré le ministre Watabouna Ouattara. C'était à l'occasion de la cérémonie de remise de chèques aux migrants de retour en Côte d'Ivoire comptant pour la 2e cohorte, le mercredi 20 mars 2024, à Abidjan-Plateau.

APRÈS LEUR RETOUR DE TUNISIE, DU SOUDAN ET DU NIGER : 96 EX-MIGRANTS

En situation difficile en Tunisie, au Niger et au Soudan, 1 667 Ivoiriens ont décidé de rentrer au bercail. Leur rapatriement a été effectif vers fin 2023. Pour leur témoigner sa solidarité, le Gouvernement a décidé de les accompagner à se réinsérer dans la vie socioéconomique nationale en leur octroyant des financements pour des projets et autres activités génératrices de revenus. Le ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, Mamadou Touré, accompagné de son collègue en charge de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, Wautabouna Ouattara, a procédé, mercredi 20 mars 2024, à l'auditorium de la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) à Abidjan-Plateau, à la remise de chèques à 96 ex-migrants, pour un montant de 98 770 670 FCFA.



VU SUR LE NET

Société



JOURNÉE INTERNATIONALE DES FORÊTS : L'ÉDITION 2024, "UNE INVITE À INVESTIR POUR UNE GESTION FORESTIÈRE DURABLE", SOUTIENT LAURENT TCHAGBA

A l'instar des pays du monde, la Côte d'Ivoire célèbre, ce jeudi 21 mars 2024, la Journée internationale des Forêts autour du thème : "Les Forêts et l'Innovation". Selon le ministre des Eaux et Forêts, "un accent particulier sera mis sur les approches novatrices visant à garantir la pérennité des forêts, assurant ainsi un avenir meilleur pour tous". La Côte d'Ivoire, dira M. Tchagba dans son message à la nation, fait face aux mêmes enjeux que tous les autres pays. Et de rappeler que selon la FAO, "le monde a perdu depuis 1990, une superficie nette de 178 millions d'hectares de forêts, soit une superficie correspondante à environ 6 fois celle de la Côte d'Ivoire". L'édition 2024, est donc, selon le membre du Gouvernement ivoirien, "une invite à investir pour une gestion forestière durable"



MISE EN PLACE D'UN GROUPE DE TRAVAIL POUR L'INSERTION ÉCONOMIQUE DES "JEUNES DÉGUERPIS" D'ABIDJAN

Le ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, Mamadou Touré, a eu une séance de travail, mercredi 20 mars 2024, à Abidjan, avec des acteurs impliqués dans les mesures de déguerpissement qui ont eu lieu à Abidjan, notamment les représentants des jeunes impactés, les mairies des communes d'Attecoubé, de Yopougon, d'Adjamé et les Ministères sectoriels. Cette rencontre s'est soldée par la mise en place un groupe de travail qui devra proposer dans une dizaine de jours, des "mesures concrètes" pour l'insertion économique des jeunes directement impactés par ces déguerpissement dans la capitale économique ivoirienne. "A l'issue de notre séance de travail, nous avons décidé de la mise en place d'un groupe de travail qui, dans les dix prochains jours, devra nous proposer des mesures concrètes d'accompagnement de ces personnes", a indiqué Mamadou Touré.



AGENCE DE PRESSE

Economie



LA DIRECTION DU BUDGET D'ODIENNÉ VISE 100% DE TAUX D'EXÉCUTION POUR L'EXERCICE 2024

La direction régionale du Budget et des Finances d'Odienné ambitionne un taux d'absorption de 100% des ressources allouées par l'État aux administrations locales, a indiqué le premier responsable, Mathurin Brou Ago. M. Ago, en liaison avec les représentations de la Trésorerie et du Contrôle financier, a en effet animé, lundi 18 mars 2024, une session d'information sur les mesures encadrant l'exécution du budget 2024, à l'intention des gestionnaires de crédit, dans le cadre des initiatives, en vue de l'atteinte de l'objectif

de 100% de crédits utilisés. La session, inscrite dans le cadre de la rentrée budgétaire à Odienné, a enregistré la participation de nombreux responsables administratifs et sécuritaires, sous la présidence du secrétaire général 1 de la préfecture, Albert Tra Bi Bah, représentant le préfet.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels

 @gouvci.official

 @gouvci

 @gouvci.official

 gouvcivideo

 gouvci

 +225 07 87 36 36 36

 @gouvciofficial

 101
Ann Gouvernementale



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

 CICG
Centre d'Information et de
Communication Gouvernementale

www.gouv.ci  101
Ann Gouvernementale



UNE CÔTE D'IVOIRE SOLIDAIRE

Le citoyen au cœur de l'action gouvernementale